

*Quelques réflexions sur le développement
de l'économie informelle en Algérie*

Razika MEDJOUB¹

Received date: 18/07/2017

Accepted paper: 04/04/2018

«Les réalités sont multiples et précisément leur réalité globale réside dans la saisie de leur multiplicité »

A.SCHULTZ, Les chercheurs et le quotidien, 1988.

Résumé

Cet article a pour objectif de dresser un état de l'art sur l'évolution de l'économie informelle en Algérie. En faisant de l'histoire économique et sociale de l'Algérie, depuis la période coloniale à nos jours, un fil conducteur dans la compréhension du processus de développement des pratiques informelles. Nous nous interrogeons, dans chaque période, sur les dimensions les plus marquantes.

Mots clés : économie informelle, pratiques informelles, Algérie

Abstract

the main objective of this paper is to provide an overview of the informal economy evolution in Algeria. By addressing its economic and social history, from the colonial period until the present days. A guiding thread in understanding the process of informal practices developing. In each period, we will examine the most striking dimensions.

Keywords: informal economy, informal practices, Algeria.

Introduction

A l'instar des pays touchés par la crise économique de 1986 et soumis aux exigences de la banque mondiale et le fond monétaire international. L'Algérie adopte en 1994 un plan d'ajustement structurel, dans une tentative de transition d'une économie planifiée à une économie de marché, comme solution pour surpasser la crise économique. Cette dernière est causée essentiellement par l'incapacité de l'économie algérienne à créer de la richesse en dehors des exportations des hydrocarbures.

¹ Sociologue et chercheur au centre de recherche en économie appliquée pour le développement(CREAD).

Dans ce contexte d'une économie rentière en crise, accentué par la croissance démographique et la délocalisation des populations vers les villes suite à l'échec violent d'une ouverture démocratique (décennie noire). La situation socio économique en Algérie a survécu des transformations profondes et rapides voire ; La détérioration du niveau de vie, le rétrécissement du marché du travail et l'augmentation du taux de chômage, conjugués à une ouverture brutale de l'économie sous l'effet du PAS, ce qui a transformé cette économie en un marché qui commercialise les produits importés dans un processus du système capitaliste mondial.

De ce fait, la sphère informelle a connu une progression importante, voir tentaculaire, et continue jusqu'à l'heure actuelle à produire des effets considérables. Son poids est estimé à 45% du produit intérieur brut (PIB) nationale. Elle contrôle plus de 40% de la masse monétaire (Mehtoul 2017). De plus, l'emploi informel dans le secteur privé dépasse 63% en 2016 (Office national des statistiques 2016).

Bien que l'économie informelle, a suscité simultanément l'intérêt des chercheurs et de l'Etat, à partir de l'ouverture sur l'économie de marché suite à cette progression véloce. Ce phénomène a existé bien avant, il remonte à l'époque coloniale et trouve notamment des origines dans la période de l'économie administrée. En effet, l'antinomie entre secteur informel/formel ne fait que succéder aux d'autres schémas antérieurs à savoir ; secteur indigène/européen (Le Pape 1983 :189).

Pour cela, nous essayons, dans le présent article, de dresser un état de l'art sur son évolution. En faisant de l'histoire économique et sociale de l'Algérie, depuis la période coloniale à nos jours, un fil conducteur dans la compréhension du processus de développement des pratiques informelles. Nous nous interrogeons, dans chaque période, sur les dimensions les plus marquantes.

1. Pratiques informelles et économie coloniale

Les archives des Zawiyas (confréries), les travaux socio-anthropologiques de Tillion, Sayad et Bourdieu, ou même les historiens français, traitent la question de l'informel, qui s'est manifestée sous différentes formes pendant l'époque coloniale et l'en témoignent vivement.

1.1 Zawiya, exemple d'une économie solidaire

Au début de cette période, l'économie indigène, ou ces pratiques informelles par rapport à l'économie coloniale, ont pris une forme plus solidaire et sociale à savoir un moyen de survie et de résistance populaire. Elles reposaient essentiellement sur le facteur religieux et étaient étroitement liées à la Zawiya. Cette institution traditionnelle et religieuse gérait la distribution de la rente d'El Wakf, afin d'assister les plus nécessiteux et participer aux révolutions populaires.

De plus, les archives retrouvées ont bien montré que la Zawiya d'el Hamel, à titre d'exemple, avait des pratiques informelles, pour échapper aux impôts imposés par les autorités françaises sur les propriétés d'el Wakf. La lettre de Lala Zineb, qui a succédé son père dans la gestion de Zawiyat el Hamel, à Kaid de Ouled Allane est un bon exemple qui démontre que cette institution a fonctionné

comme une banque avec intérêts. Le montant de ces derniers n'était pas mentionné dans sa lettre pour ces raisons là, nous dit A. Nadir² (Kassimi et al 2011 :51).

1.2 Sous prolétariat et pratiques informelles de misère

Une autre forme de ces pratiques informelles, d'ailleurs la plus marquante de l'histoire coloniale, relève des activités informelles de survie et l'apparition d'une nouvelle catégorie sociale, nommée le sous- prolétariat³ (Bourdieu 1962 :203-223). Elle regroupe vendeurs à la sauvette, travailleurs à domicile, agriculteurs sans terre ...Des exclus du secteur colonial moderne. Ils vivaient au jour le jour à travers de modestes activités économiques.

En effet, la politique de la dépossession foncière⁴ et la prolétarianisation des conditions d'existence, dans le but de détruire les mécanismes de solidarités sociales et tribales qui tiraient leur force de la valeur symbolique de la terre (Bourdieu & Sayad 1964) ont largement bouleversé les fondements de la structure traditionnelle. En poussant ainsi à un exode massif des villageois vers les villes. Cette clochardisation, source d'appauvrissement de la population, comme l'appelle Tillion, ou le déracinement au sens de Bourdieu et Sayad, est expliquée « *par un passage brutale et sans armure de la condition paysanne (naturelle) à la condition citadine (moderne)* » (Tillion 2004). Le rapport de Darlan⁵ sur la situation des indigènes illustre ces propos ; « *L'indigène, de l'Algérie surtout, est misérable. Cela éclate à l'œil nu quand on parcourt les rues d'Alger. Cela ressort plus nettement encore dans certains quartiers dont l'un porte le nom de Bidonville* » (Lefeuvre1994 :14). Le nombre de bidonvilles à Alger est passé de 16, regroupant 5000 personnes en 1942 à 164 en 1954, soit 30% de la population du Grand Alger (Benachenhou 1976).

1.3 Marché noir de carte de ravitaillement en 2^{ème} guerre mondiale

Aussi, pendant la deuxième guerre mondiale, la France devait subir des rationnements, suite à l'insuffisance des ressources et de la nourriture. Elle a donc instauré des cartes de ravitaillement. La ration était définie selon les besoins minimums de chacun. Mais elle était souvent insuffisante, ce qui a développé un marché noir de cartes de ravitaillement. L'Algérie, qui était une colonie française, n'a pas fait l'exception. Elle a subi également les effets de la guerre au point d'appeler cette période par les indigènes par « 3am el Boun » ou les années de misère. Le gouverneur d'Alger Chatel a adressé un tableau sur le marché noir paru dans journal Petit Parisien en Novembre 1942.⁶ Ce marché n'a pas concerné uniquement les français d'Algérie mais également les indigènes. Capot Rey, en expliquant les flux d'indigènes vers les villes, a bien confirmé « *que pendant la guerre, l'institution des*

² أحيطكم علما أن المسمى الطيب بن العربي قد قبض مبلغ 1063 دورو في حياة المرحوم ، وكان عليه أن يوظفها طبقا للشريعة الإسلامية في مبادلات ذات فوائد.....

³ Le sous- prolétariat diffère du prolétariat au sens marxiste par rapport à l'absence d'une conscience politique.

⁴ Les propriétés d'el Wakf, El Baylek, les tribus rebelles généralisées ensuite pour toutes les tribus.

⁵ Voyage effectué en Afrique du Nord du 13 au 21 juin 1941,

⁶ Une partie des déclarations de Chatal a été retrouvées dans le journal « Cherbourg- - Eclair » du Mercredi 4 Novembre 1942.

cartes de ravitaillement et les facilités offertes par le marché noir avaient déjà commencé à attirer les ruraux » (Capot Rey 1953 :83).

2. Economie administrée, pratiques informelles autour de rentes et rareté

La situation socioéconomique de l'Algérie n'a pas changé au lendemain de l'indépendance jusqu'aux années 1965-1966, caractérisée principalement par un secteur informel de misère dû aux pesanteurs de l'héritage colonial (Prenant 2002 :124).

A partir de 1967, l'Etat a adopté une stratégie de développement économique et sociale, reposait essentiellement sur l'investissement public dans industrie et la gestion administrée et planifiée de cette économie par l'Etat, qui était le principal acteur économique, comme gestionnaire et propriétaire des moyens de production (Bellache 2010 :54). La nature du régime politique, les limites et la rigidité de ce modèle économique, le développement des comportements consuméristes de la population et la mobilité vers les villes et l'Etranger notamment vers la France, étaient source des pratiques informelles à savoir ; le marché parallèle, la spéculation et l'apparition de l'auto emploi comme nouvelle valeur sociale dans une société de salarisation.

2.1 Spéculation et marché parallèle

L'apparition du marché parallèle et la spéculation, pendant la période de l'économie administrée, sont dû à l'incapacité du secteur public à satisfaire une demande sociale en expansion, ce qui a provoqué par la suite, une économie de rareté et de rentes⁷ (Ouchichi 2011 :84). En effet, le dysfonctionnement entre le secteur industriel et le secteur agricole a conduit à un déséquilibre régional marqué par un différentiel de revenus entre les régions rurales et les villes, ce qui a fait perdre le secteur agricole sa main d'œuvre et a enclenché un exode important vers les villes (Hammouda 2006 :83)⁸. Sous l'effet de rareté et accentué par la poussée démographique, les activités spéculatives ont pris leur essor, notamment dans la revente des produits alimentaires d'origine agricole et aussi dans le marché d'immobilier et les produits de construction (Hammouda, 2004 :72).

Le secteur privé⁹, de sa part, a profité de l'absence de la concurrence et des avantages assurés par le secteur Etatique. Ce dernier « *a fait vivre et reproduire le capital privé. En distribuant des salaires, en protégeant le marché, en offrant des produits subventionnés* » (Liabes 1984). Néanmoins, le secteur privé était plus spéculatif et rentier que productif, en profitant de la rareté causé par le déséquilibre entre l'offre et la demande. « *Il demeurait essentiellement – en effet- dans la distribution et les activités à forte rotation de capital (commerce, service, BTP et branches industrielles de fabrication des biens de consommation finale). Son effort en matière de réinvestissement est trop faible à peine 10% de bénéfices réinvestis en 1974 et 1978 et moins de 4% en 1983), et il ne contribuait que très faiblement au budget de l'Etat. Ce qui révèle en fait l'ampleur de la fraude et de l'évasion fiscale* »

⁷ Dans la théorie de la recherche de la rente, les rentes artificielles, qui sont issues d'une redistribution des richesses collectives et de rente naturelle, elles sont obtenues ; soit au prix d'une violation des règles du jeu économique, soit en jouant un autre jeu à savoir le jeu politique (Talahit, 2000).

⁸ Le recensement de 1978 a situé un exode rural annuel de 130 000 personnes (Bernard , 1980).

⁹ Reconnu par la charte de 76 sous la forme de petite production marchande PPM.

(Bellache 2010 :56-57). Il est à souligner également que le secteur privé a connu aussi la production informelle, tel était le cas des ateliers de fabrication de chaussures en sous sol à Bab El oued (Bernard, 1988).

L'explication du marché parallèle et la spéculation, ne réside pas uniquement dans les limites du modèle économique, elle revient aussi à la nature du régime politique (Henni 1991) ; (Addi 1994); (Talahite 2000 : 53-54) ;et(Ouchichi 2011 :84). Dans ce contexte Henni atteste que « *l'économie parallèle (...) prouve l'incapacité de l'Etat, dans une situation économique donnée, à mettre en place les mécanismes créateurs d'un seul marché. L'économie parallèle renvoie alors à la politique économique et la nature de l'Etat* » (Henni 1991).

Ces pratiques informelles sont expliquées, dans cette réflexion, par la nature néo-patrimoniale¹⁰ de ce régime politique. Elle repose sur la légitimité révolutionnaire qui a largement marqué l'imaginaire sociale. L'Etat est représenté, selon cette lecture, par les principaux acteurs de la guerre de libération. Ces facteurs d'ordre idéologiques et politiques ont favorisé, comme le montre d'ailleurs Addi, un fonctionnement clanique et communautaire de l'Etat (Addi 1994). Les pratiques informelles reviennent, dans le contexte d'un Etat néo patrimonial, au non dissociation des rôles politiques et économiques, ce qui permet la confusion et la perméabilité entre la propriété publique et privé (Medard 2000 :49-54).

Dans cette logique néo patrimoniale, la rente pétrolière, principale ressource économique est devenue, une ressource politique pour la conservation du pouvoir et l'élargissement de sa base sociale, et cela à travers un système économique distributif¹¹ et à l'abri du marché. Le principal objectif, en effet, était de sauvegarder le pouvoir d'achat des masses populaires. Comme le stipule la charte de 1976¹². De ce fait, le dysfonctionnement du système économique n'est que « *le résultat d'une rationalité politique qui a précédé la rationalité économique* » (Ouchichi 2011 :86).

Aussi, l'essentiel des richesses était concentré dans la sphère publique. Cette dernière a été perçue, donc, comme un butin à négocier. Dans cette situation propre aux économies administrées, « *les réseaux de l'économie parallèle étaient placés dans la distribution, comme des intermédiaires commerciaux entre fournisseur (Etat) et consommateurs (citoyens)* » (Ouchichi 2011 :86). En suivant la lecture de Ouchichi, ce dernier ajoute que « *les animateurs (barons) de l'économie parallèle – qui sont devenus par la suite les porteurs du projet libéral-en Algérie n'étaient entre autres que ceux qui se trouvaient à la tête de l'économie administrée, mais qui profitaient de leurs positions politiques pour accumuler ou faire accumuler d'importantes fortunes privées* » (Ouchichi 2011 :86). Dans cet ordre d'idée, la position occupée dans le pouvoir justifie le positionnement dans les réseaux parallèles. De plus, la corruption était le prix d'accès au marché administré, source de

¹⁰ Le concept du néo patrimonial, dérive de l'idéal type wébérien de la domination traditionnelle.

¹¹ « La fixation du prix, des salaires, du taux d'intérêt et de change se faisait à partir des études prévisionnelles fondées, non pas sur la valeur des richesses matérielles et immatérielles réellement créées, mais sur les rentrées en devises prévues et/ou réalisées grâce à une source minière d'origine externe en l'occurrence la rente pétrolière » (Ouchichi, 2011).

¹² Charte de 1976 : « la politique de prix, intégrée à l'action de planification de l'économie, constitue un instrument pour l'organisation des rapports entre les différents secteurs de l'activité nationale, représente un moyen de répartition du revenu national et permet de lutter contre les phénomènes inflationnistes et d'assurer la sauvegarde du pouvoir d'achat des masses populaires ».

rentes spéculatives. Ce marché était rigoureusement réglementé ce qu'il a rendu un marché très sélectif.¹³ (Talahite 2000 :p53).

2.2 L'auto emploi, une nouvelle valeur sociale

L'investissement massif en industrie et la salarisation dans le secteur public, dans une optique différente, était considéré comme seul capable de résoudre les problèmes structurels du chômage. Cette politique, dite optimiste de l'emploi, selon Bernard, a pris fin vers la moitié des années 70, avec une quasi-stagnation du taux de salarisation entre 1977 et 1982 (35.3% en 1977 et 31.5% en 1982). Le pouvoir d'achat de certains salariés, particulièrement les manœuvres et les ouvriers hautement qualifiés, par conséquent, a enregistré une détérioration¹⁴. En revanche, les revenus non salariaux à l'intérieur des ménages ont connu une croissance remarquable (autour de 28% en 1983). En effet, la dégradation du pouvoir d'achat de certaines couches sociales a entraîné de nouveaux mécanismes sociaux indépendants par rapport au salariat, inventé par les ménages, afin de compléter leurs revenus. Toutefois, Il s'agit également, pour d'autres ménages, de constituer un moyen de « mieux vivre », dans un contexte social marqué par le développement du mode de consommation. Ces nouvelles formes (travail indépendant, les petites affaires, la pluriactivité, le travail à domicile) représentent une nouvelle valeur sociale dans une société de salarisation et de nouvelles pratiques informelles, pour le travail à domicile, à titre d'illustration, et selon l'enquête de l'Office national des statistiques (1983) ; environ 26% des ménages urbains possédaient une machine à coudre ou à tricoter (Bernard 1988 :302-310).

Dans le même contexte socio économique, la migration de travail et par la suite le commerce de cabas dans les années 80, de leur part, étaient sources de pratiques informelles ; les acteurs de ces activités ont profité de la rareté de certains produits de consommation dans le marché interne afin de préparer un retour définitif au pays (Chantal 1988 :312) , pour renforcer leurs revenus ou tout simplement comme un moyen de gain facile pour les trabendistes, les contrebandiers en espagnol.(Benbouzid &Guillon 1999 :127).

L'apparition de ces pratiques informelles était accompagnée par l'apparition d'un marché noir de change lié à la demande de devise et la non convertibilité du dinar (Hammouda 2004 :83). Il est à souligner que les premières formes d'organisation des flux de change informel entre l'Algérie et la France, qui était la première destination migratoire pour les algériens pour des raisons historiques, étaient des réseaux ethniques reliant des émigrés du même village (Benbouzid &Guillon 1999 :133).

3. Ouverture sur l'économie de marché et l'informatisation de l'économie algérienne

La rente des hydrocarbures sur laquelle s'est adossée toute la société algérienne, pendant la période de l'économie administrée, s'est réduite rapidement après le choc pétrolier de 1986. Ce qui a entraîné des transformations profondes dans la structure socio-économique, accentuées par l'application du PAS (détérioration du niveau de vie, le rétrécissement de marché du travail et

¹³ « Il faut un titre, un visa d'importation ou une dérogation pour obtenir en priorité un contrat, des produits ou un projet dégageant de manière directe (surfacturation) ou indirecte (revente sur le marché parallèle) des rentes spéculatives » (Smail Goumezziane in Talahite, 2000).

¹⁴ Un ouvrier hautement qualifié doit travailler en moyenne 27h en 1981 contre 10h seulement en 1969 pour le même panier de bien (Bernard, 1988).

l'augmentation du taux de chômage), ajoutant aussi la délocalisation des populations vers les villes suite à l'échec violent d'une ouverture démocratique (décennie noire). De ce fait, le secteur informel, qui s'est émergé rapidement, atteste la défaillance des politiques des années 70 et une ouverture brutale vers l'économie de marché. Il est à noter également que le développement des pratiques informelles n'est pas lié uniquement à la situation propre du pays. La situation économique et géopolitique des pays frontaliers rentre en jeu dans l'explication du trafic et la contrebande (produits licites, drogue, et armes).

1. Formel versus informel

En cette période, les formes de l'informalité varient entre ; la débrouille et les pratiques informelles de survie comme soupape à la crise économique et sociale. L'informel d'enrichissement en fait parti également. En effet, l'ouverture économique a généré des opportunités d'enrichissement à deux groupes d'agents économiques ; ceux qui investissaient pendant l'économie administrée, et ceux à qui les réformes économiques ont ouvert de nouvelles opportunités pour la recherche de nouvelles rentes. (Bounoua 2002 :222). Une lecture qui va dans le même sens avec les précédents propos sur l'encastrement de l'informel dans la sphère administrée. La généralisation de l'informel est expliquée, dans cette optique, par une généralisation dans l'accès aux rentes avec la libéralisation du commerce en particulier.

D'un autre côté, la corruption qui était, comme nous l'avons déjà souligné précédemment, le prix d'accès aux rentes spéculatives pendant la période de l'économie administrée, est devenue un rapport social principal dans les transactions économiques. On peut distinguer entre deux formes de corruption, ou le coût de transaction, en utilisant le terme de l'économie institutionnelle ; La première, concerne les transactions commerciales internationales et se pratique au sommet de l'Etat. Quant à la seconde, elle concerne les fonctionnaires de l'administration locale (Tlemçani 2008 :41). Elle est devenue « *un phénomène banal dans le fonctionnement de l'appareil administratif* » (Tlemçani 2008 :41). Bounoua évoque, dans cet ordre d'idée, la faiblesse du système juridique et son ambiguïté dans l'explication du déploiement des comportements économiques illégaux des agents économiques, y compris la corruption. (Bounoua 2002 :213).

De plus, si les comportements illégaux dans le secteur privé (fraude, évasion fiscale, absence d'une couverture sociale totale ou partielle des employés...) représentent des pratiques informelles dans un secteur qui, peut être formel, afin de réduire les coûts financiers. Les détournements publics, la corruption et l'utilisation des relations influentes sont une autre façon d'apercevoir la relation entre le formel et l'informel. Le partage entre les deux se voit vide de sens selon (Cortado 2014 :203). Cette relation peut donc s'apercevoir à travers la figure des entrepreneurs reconvertis dans le travail de Madoui, « *Ces anciens fonctionnaires et cadres du secteur public, qui se sont reconvertis par opportunité dans les années quatre vingt dix dans le secteur privé en créant leur entreprise* », mobilisent « *leurs relations privilégiées avec l'administration pour obtenir pour leur entreprise des débouchés importantes sous forme de sous-traitance* » (Madoui 2008 :47-48).

3.1 Pratiques marchandes informelles et l'inscription dans une mondialisation tirée par le bas¹⁵

L'ouverture, mal assumée vers l'économie de marché, doit se comprendre dans le contexte d'une économie peu productive, qui importe pratiquement tout (Mazella, 2001), et un secteur informel révélateur de la faiblesse des compétences professionnelles à la différence du secteur informel au Maroc et en Tunisie (Oufriha, 2002). Ce qui a transformé l'économie algérienne en un grand bazar, en l'inscrivant dans le cadre *d'une mondialisation économique non hégémonique ou tirée par le bas. Autrement dit, « une mondialisation économique structurée par des flux de gens - avec ou sans papiers-, de biens, d'informations et de capitaux entre différents marchés qui fonctionnent comme des nœuds dans un système mondial »* (Vega 2011 :105). L'anthropologue Geertz était le premier qui a attiré l'attention des économistes sur l'importance du bazar dans les sociétés sous développée ; une économie du bazar qui survit de l'économie mondiale (Cortado 2014 :204).

De cabas aux containers, en paraphrasant le titre du livre de Peraldi (2001) ou de trabendo à l'import –import, par dérision à la qualification de leur activité import-export après la libération de l'économie (Oufriha 2002), illustre le processus de développement de ces pratiques marchandes, qui reposent principalement sur des individus, motivés par la multiplication des gains en un temps recors et reflétant, ainsi, un esprit compétitif et purement capitaliste. Dans la lignée de ces travaux, Bava et Mazzella nous décrivent une des figures de ces commerçants à la valise dans la méditerranée : *« Samir, ce jeune français d'origine algérienne, qui attend, à l'aéroport de Marignane pour enregistrer des dizaines de kilos de bagages et les confier à des compatriotes et des touristes »*. Tout l'art de ce businessman réside dans un capital relationnel qui réunit divers mondes sociaux (touriste, clandestin, riche entrepreneur...), savoir négocier, et une tenue bien soignée (Bava et Mazzella 2001 :70-71).

Le commerce de cabas ou trabendou, motivé dans les années 80 et 90 par la liberté de circulation, et avant l'instauration de visa de circulation notamment vers la France, s'est imposé non seulement comme une activité commerciale, mais également comme une mentalité, une nouvelle identité ,qui a son propre registre communicationnel, formé par l'introduction des termes occidentaux : *Brika, El Marka, digoutage, malvie...* (Boumaaza1997 :40). Le développement de ces pratiques marchandes informelle a modifié, comme le montre Boumaaza à titre d'exemple, les caractéristiques propres de la médina de Constantine *«El Malouf et El Madjboud sont désormais disputés au rai, au caftant marocain ou au soutage syrien»* (Boumaaza, 1997:40).

La modification du code du commerce en 1996 et l'augmentation des cours du pétrole à la fin des années 90, ont permis une nouvelle dynamique marchande transnationale, marquée par une multiplication importante des entreprises import-export, ou faute d'une expression meilleure *« l'émergence d'une catégorie d'importateurs algériens plus au moins légaux, sans structure réelle »* (Mazella 2001 :35). Les lignes entre le formel et l'informel, le licite et l'illicite, dans cette nouvelle dynamique sont brouillés. Et *« L'interpénétration entre l'intérêt privé et l'agent de l'Etat favorisent le développement de ces pratiques tout en assurant un*

¹⁵ Expression de Peraldi.

approvisionnement à grandes échelles des marchés algériens » (Belguidoum 2011 :01-03).

Ces commerçants importateurs se sont positionnés dans ce système mondial par la mise en place des réseaux de distribution des produits de consommation, qui vont de Marseille, à Tripoli, du proche orient, aux pays de Golf jusqu'à la Chine et Yiwu (Belguidoum 2011 :01) ; (Belguidoum 2015 :16). La contrefaçon et la sous facturation ont rapidement fait remplacer le cabas Marseillais par le conteneur provenant du moyen et l'extrême orient (Charmes 2014 :269). L'errance et l'apprentissage d'un savoir circuler (Tarrius 1999 :269), (Mazella, 2001), le respect des codes d'honneur (Tarrius 1999 : 259) et l'inscription géographique des ressources relationnelles constituent des éléments structurant les réseaux de l'économie transnationale.

L'émergence du commerce transnational est accompagnée par la création des espaces marchands en dehors des centres commerciaux (Belguidoum 2011 :03). Ils sont généralement des espaces non intégrés dans l'aménagement du territoire et marginalisés par le pouvoir public (Belguidoum 2011 :04) ou sont, à la base, des places marchandes anciennes, qui nous renvoient aux traditions orientales et les marchés ouverts « Souk ». Ces espaces marchands « spécialisés » organisent la distribution des produits importés, ils jouent même une fonction de relai régional, tel que Ain el Fekroun qui distribue les vêtements de bon marché dans l'est algérien (Belguidoum 2011 :04-05), ou Medina Djedida qui assure la distribution des marchandises made in china dans l'Ouest (Bouhadi, 2015 :03).

Les produits de ces marchés, issus d'une mondialisation tirée par le bas, bien qu'elles soient de moindre qualité et de contrefaçon, permettent de répondre à une demande sociale de consommation, qui correspond au pouvoir d'achat d'une large population et élimine, ainsi, certains signes de pauvreté (Semoud 2015 :149).

3.2 Liquidité et marché monétaire informel

Le paiement en argent liquide représente l'une des principales caractéristiques de l'économie informelle qui gangrène l'économie algérienne. La sphère informelle contrôle plus de 40% de la masse monétaire (Mebtoul 2017). Dans ce contexte, Henni atteste, que le contrôle de la monnaie a toujours fini pour les acteurs de l'informel. Il souligne également que « *la rétention de la monnaie locale, qui ne reflue pas vers les banques, alimente les circuits marchands parallèles et provoque une propre émission de monnaie selon les besoins de ces circuits, à charge de l'Etat d'imprimer seulement les billets dont il ne contrôle pas le volume de circulation* » (Henni 1991). A titre d'illustration, l'obligation de régler par chèque toute transaction supérieure à 50 000 dinars a causé une augmentation subite des produits de large consommation (sucre, huile) en 2010, ce qui reflète, « *la puissance de cet informel, du lobby qu'il représente* » (Charme 2014 :271). Et confirme les précédents propos de la masse importante de la monnaie liquide, qui circule dans la sphère informelle.

Aussi, l'économie du bazar, dans laquelle s'inscrit l'économie algérienne, s'appuie sur l'absence de la facturation et le paiement en liquide, ce qui explique, en partie, l'orientation des commerçants algériens vers le Moyen Orient et l'Extrême Orient, vue la facilité offerte, par ces marchés, à ce type de pratiques informelles (Charmes2014 :270).

De plus, la dynamique marchande, qu'a connue l'Algérie avec l'ouverture du commerce extérieur et la non convertibilité totale du dinar algérien, est accompagnée par une dynamique pareille dans le marché de change informel. En effet, Les monnaies étrangères, notamment les devises nécessaires pour le commerce extérieur, s'échangent sur des places boursières informelles sous l'œil des autorités, telle que Square Port Said à Alger. Ils n'existent pas pratiquement une ville algérienne où on ne peut pas échanger les monnaies étrangères. (Henni 1991) ; (Chakour & Perret 2007 :03) ; (Ouchichi 2011 :87). Le marché de change informel est alimenté principalement par les transferts des émigrés, des retraités, de contrebande et la surfacturation des importations (Chakour & Perret 2007 :03). La différence du taux de change entre la banque et le marché de change informel représente une véritable source d'enrichissement et d'accumulation de capital pour les banquiers informels. Elle nous renvoie à la précédente problématique sur la perte de l'Etat de son pouvoir monétaire au profit des acteurs de l'informel.

3.3 Contrebande et commerce illicite, une autre figure de l'informel...

La contrebande et le commerce illicite représentent une autre figure de l'informel qui frappe de plein fouet l'économie algérienne. Elle est motivée par les changements géopolitiques dans les pays frontaliers à savoir : l'instabilité politique et sécuritaire dans les pays subsahariens, la Lybie et la Tunisie, qui fleurissent la contrebande et le trafic des armes et même les produits de consommation. Le commerce informel entre l'Algérie et le Mali, malgré la fermeture des frontières en 2013, est un bon exemple de contrebande de produits de consommation. L'importance de ce commerce en termes d'approvisionnement explique la faiblesse du niveau de pauvreté dans la région nord malienne par rapport au sud notamment à Kidal (Rabaland 2015).

Aussi, l'Afrique du Nord est, selon le rapport 2016 de L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'un des principaux marchés de Cannabis avec l'Europe et le Moyen-Orient, étant donné que le Maroc en est le premier producteur (ONUDOC 2016). Ce qui rend l'Algérie n'ont pas seulement un lieu de transit, mais un marché de large consommation qui menace la santé publique.

Il est important de se focaliser également sur le braconnage et le commerce illicite des espèces animales rares et en voie d'extinction tels que les Chardonnerets élégants, Cerfs de Barbarie, qui font, selon la direction générale des forêts, l'objet d'un grand trafic. En effet, « *entre 2011 et 2016, plus de 15 500 animaux, appartenant à 15 espèces différentes, ont été saisis. A proximité de la frontière marocaine* »¹⁶.

3.4 Pratiques informelles et marginalisation spatiale et sociale

Sous un autre angle, le secteur informel incarne diverses tentatives d'inspiration, de création et d'ingéniosité sociale, qui permettent aux populations exclues du secteur économique officiel de survivre (Bagalwa 1992 :16) ; (Musette-Belhouari 2004 :120). Notamment ceux affectés par le rétrécissement du marché du travail et la détérioration de leur niveau de vie, ainsi, ceux ayant quitté leurs maisons pendant la décennie noire pour rejoindre les bidonvilles. Et cela en faisant appel à toutes les forces de travail familiales ; jeunes, femmes, enfants et même retraités (Musette-Belhouari 2004 :109).

¹⁶ <http://www.especes-menacees.fr/actualites/braconnage-algerie-3000-especes-severement-menacees/>

L'entrée de ces populations au secteur informel, en outre des causes liées à la situation politique et économique du pays, est marquée par les conditions propres à chaque catégorie sociale, Musette-Belhouari raconte, dans ce contexte, le vécu de l'une de ces catégories sociales « les femmes ». Leur entrée est également marquée par la condition féminine, notamment dans les années 90 à savoir : les répercussions du code de la famille de 1984 et la faiblesse de la solidarité dans la famille élargie. Ces éléments ont poussé les femmes à mobiliser un savoir faire domestique par besoin et nécessité dans le secteur informel, (Musette-Belhouari 2004 :109-110). Quant à la catégorie juvénile ; enfants (Doumandji & Ziane 2006 : 19-35) ; (Boucherf 2014 :149-158), et jeunes (Doumandji & Ziane 2006 :19-35) ; (Lakdjaa 2014 :234-255), leur pénétration dans l'informel est aussi le résultat du rendement du système éducatif. La déperdition scolaire, en effet, ne laisse pour ces jeunes exclus que l'informel comme refuge.

La prolifération des pratiques informelles n'est pas seulement génératrice de revenus pour les exclus du secteur formel, mais elle représente également un mode vie qui modifie la relation entre ces communautés, le marché et l'Etat. En créant « *sa propre protection, des valeurs, des lois et une culture qui puise sa source dans la moral familiale* » tel que les vendeurs de bijoux de Oud Knis (Musette-Belhouari 1998 :3-4), ou bien la population du quartier informel de Charba, qui a développé des pratiques d'intégration et d'auto organisation de leur quartier. Ce qui a permis, ainsi, aux familles de sortir d'une situation d'exclusion relative à travers le commerce informel (Semmoud 2015 :121-130).

La marginalisation sociale et spatiale et l'émergence des pratiques informelles remettent profondément en cause la relation entre ces populations marginalisées et l'Etat. Ce dernier « *tolère l'informel pour des raisons multiples mais qui relèvent plus de la nécessité politique* » (Lautier 1994). En tenant compte de son ampleur et son encrage dans la société, au point de devenir un important régulateur social, l'informel ne fait qu'élargir le gouffre entre l'Etat et ces populations fragiles de la société.

Dans cette optique, Chekour évoque les rapports qu'entretiennent les algériens avec leurs institutions dans l'explication des pratiques informelles, ou simplement la perte de confiance dans les institutions de l'Etat. Il souligne que « *face au sentiment d'un Etat incapable de redresser la situation économique et au sentiment, notamment dans les années 90, de son incapacité à assurer même la sécurité physique des algériens, l'informel devient une alternative pour les exclus des richesses du pays* » (Chekour 2011 :15).

Dans l'autre rive, Marzelle, dans l'arrière boutique de port de Marseille, nous dévoile une image très illustrative de cette réalité, à travers les kamikazes, appelés ainsi par les commerçants de Camille-pelletant à Marseille. « *Ces aventuriers, qui répondaient principalement à la demande des trabendistes, ne sont que des harraga désespérés d'origine maghrébines et notamment algérienne, qui sont capable de prendre de gros risques dans le commerce informel jusqu'à l'emprisonnement, tout simplement, ils n'ont rien à perdre.....* » (Mazella 2001 :40-41).

En appuyant les précédents propos sur la question de confiance et l'émergence des pratiques informelles, Lakjaa nous livre un autre exemple. Il montre, à partir d'une enquête sur les jeunes 15-19 ans menée dans trois quartiers populaires de la ville d'Oran (Sidi El Houari, les planteurs et Ras Elain) en 2012, que les jeunes ayant un faible niveau d'instruction et vivant dans une situation socio-économique vulnérable, réinventent une société, en marge de la société globale à travers le secteur informel.

Ces jeunes dévoilent également une forte désaffection vis à -vis des dispositifs institutionnels (Lakdjaa 2014 :234-255).

La marginalisation sociale, source de perte de confiance dans les institutions de l'Etat et génératrice des pratiques informelles, soulève fondamentalement la question de la légitimité institutionnelle de l'Etat néo-patrimonial.

Conclusion

Le passage en revue des différents travaux, portant sur l'économie informelle en Algérie depuis la période coloniale à nos jours, nous a permis, dans les limites des travaux consultés de percevoir ce phénomène, à la fois, dans sa globalité, mais aussi dans sa complexité qui reste certainement relative.

Les pratiques informelles ont pris des formes différentes qui correspondent aux caractéristiques propres de l'économie de chaque période ; Epoque coloniale: économie solidaire, l'informel de misère et le marché noir des cartes de ravitaillement pendant la 2ème guerre mondiale. Période de l'économie administrée: la spéculation, le marché parallèle et l'apparition de l'auto emploi comme une nouvelle valeur sociale dans une société salariale. L'ouverture sur l'économie de marché: les pratiques informelles se sont variées entre informel de misère et les pratiques informelles de compétition et d'enrichissement, en ajoutant de nouveaux acteurs économiques aux agents ayant déjà investi pendant l'économie administrée.

La mobilité internationale et le contexte géopolitique des pays frontaliers, de leur part, ont recadré ce phénomène dans un contexte plus large, voire international, en l'inscrivant dans le cadre d'une mondialisation économique tirée par le bas et les réseaux de contrebande.

Le rendement du système éducatif, l'ambiguïté et la faiblesse du système juridique et la perte de confiance dans les institutions de l'Etat, en particulier pour les populations précaires de la société, sont également des éléments qui expliquent le déploiement des pratiques informelles.

Le paiement en argent liquide et l'importante masse monétaire qui circule dans la sphère informelle, qui font perdre à l'Etat de son pouvoir monétaire au profit des acteurs informels, est l'une des principales caractéristiques de l'économie informelle en Algérie.

L'économie informelle est loin d'être une économie non structurée, Elle est soumise à un système de normes et de valeurs qui déterminent les transactions entre ses différents acteurs.

L'encastrement de l'informel dans le régime politique et l'utilisation des relations influentes et la corruption, qui est le prix d'accès aux rentes artificielles, rendent l'analyse de ce phénomène plus difficile.

Actuellement, l'instauration des licences d'importation pour la rationalisation des dépenses et la réduction de la facture des importations, en cette nouvelle période de crise pétrolière, nous laisse nous interroger sur les nouvelles formes de l'informalité, aura-t-il un retour –en force- au commerce de cabas pour l'importation des produits de luxe ? Ces nouvelles procédures seront-elles génératrices – et à quel point- de la rareté et des pratiques de spéculation ? Quels seront les rapports de force qui domineront désormais l'accès à ces licences et qui en

profitera ? Quel effet aura-t-elle sur la bourse de change informel ? Quel sera l'impact de cette situation sur les couches sociales fragiles qui survient des produits de cette mondialisation non hégémonique

BIBLIOGRAPHIE

- Addi, H.
1994 *l'Algérie et la démocratie*, Paris, édition la Découverte.
- Bagalwa, B-G-M.
1992 « Les aspects productifs de l'économie informelle, recherche des indicateurs pour une réponse au développement en Afrique », *Afrika focus*, vol.8 :5-32.
- Bava, S & Mazzella, S.
2001 « Samir en voyage d'affaires; un business entre plusieurs mondes », in M. Piraldi (eds.), *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*:269-275, <hal-01222159>.
- Bellache, Y.
2010 *l'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages*, thèse de doctorat en sciences économiques le cas de Bejaia. Économies et nuances, université paris-est, français<nnt, 2010pest3015>. <tel-00593812>.
- Belguidoum, S.
2011 « Le dynamisme des nouvelles places marchandes de l'est algérien ; reconfiguration urbaine et nouvelles données sociales, entre le licite et l'illicite », *migrations, travail, marchés*, France Cerisy. <halshs-00936444>.
- Belguidoum, S. & Pliez, O.
2015 « Pratiques transnationales dans un comptoir de « la route de la soie » : algériens et égyptiens à yiwu (chine) », *les cahiers d'EMAM*, 26 | 2015, <http://emam.revues.org/927>
- Belhouari-Musette, Dj.
2004 « les pratiques informelles des femmes en milieu urbain , le cas d'Alger », in M. Musette .M ,J.Charmes (eds.), *informatisation des économies maghrébines*, volume 01, pp103-125, Cread, Algérie.
- Belhouari-Musette, Dj.
1998 « Un exemple de récit de vie « une vendeuse de bijoux à Alger ».
- Benachenhou, A.
1976 *Formation du sous-développement en Algérie*, OPU, Algérie.
- Benbouzid, M. & Guillon, M. & Noin, D.
1999 « Réseaux financiers et marches parallèles de devises. Des algériens dans l'économie informelle », *Revue européenne des migrations internationales*, emploi, genre et migration, vol. 15, n°2, 1999 : 123-139; http://www.persee.fr/doc/remi_0765-0752_1999_num_15_2_1681
- Boucherf, K.
2014 « le travail des enfants en Algérie : entre stigmatisation de la pauvreté et stratégies familiales », *les cahiers du CREAD*, n°107-108 : 149-158.
- Bouhali, A.
2015 « médina J'dida (Oran), un quartier-marché sur les routes algériennes du commerce transnational », *Les cahiers d'EMAM*, 26 | 2015, <http://emam.revues.org/889>
- Boumaaza, Z.

- 1997 « La rue dans le vieux Constantine : espace public, marchand ou lieu de sociabilité ? » *Insaniyat*, n°2, automne 1997: 27-42.
- BOUNOUA, C .
- 2002 « Processus d'informalisation et économie de marché en Algérie, éléments d'une problématique », *L'économie informelle en Algérie, Cahiers du G.R.A.T.I.C.E*, France, n°22 :197-230.
- Bourdieu .P,
- 1962 « les sous –prolétaires algériens », *les temps moderne* : 203-223.
- Bourdieu, P. & Sayad, A.
- 1964 *Le déracinement, la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, France, les éditions de minuit.
- Capot-Rey, R.
- 1953 «l'industrialisation de l'Afrique du nord », *Annales. économies, sociétés, civilisations*, n°1 : 80-86.
- CHakour, S. & Perret, S.
- 2007 « Le commerce informel en Algérie, critique économique », *Revue des économistes critiques* : 15-36. <halshs-00998706>
- Bernard, C.
- 1988 «En Algérie, une « nouvelle » valeur, l'auto-emploi », *Tiers-Monde*, tome 29, n°114:295-318, http://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1988_num_29_114_3541
- Bernard, C.
- 1980 « Les activités dites non exploiteuses, secteur informel et petite production marchande dans les villes du Tiers Monde », *Tiers-Monde*, tome 21, n°82: 307-319, www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1980_num_21_82_4224
- Charmes, J.
- 2014 «Vers une résurgence de la préoccupation des pouvoirs publics a l'égard de l'économie informelle sur la rive sud de la méditerranée », *Annuaire ieMED de la méditerranée* : 267-272.
- Cortado, T.
- 2014«L'économie informelle vue par les anthropologues, regards croisés sur l'économie », 1 (n° 14) :194-208, <http://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2014-1-page-194.htm>
- Doumandji, G. & Ziane, S.
- 2006 « Déscolarisation, pauvreté et travail des enfants et jeunes Adolescents en Algérie », *Revue sciences humaines, Université de Constantine 01*, n°25, Juin2006 :19 -35, <http://revue.umc.edu.dz/index.php/h/article/view/874/981>
- Hammouda, N.
- 2004 «Secteur et emploi informel en Algérie »,in M. Musette, J. Charmes (eds.), *Informatisation des économies maghrébines*, volume 01:69-102.
- Henni, A.
- 1991 *Essai sur l'économie parallèle: cas de l'Algérie*, Algérie, ENAG.
- Liabes, Dj.
- 1984 *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie, 1962-1982*, Alger, CREA.
- Lakdjaa, A.
- 2014 « Les jeunes en Algérie, un désordre sociétal porteur de nouveaux liens sociaux », *Revue spécificités*, 1(6) :234-255.
- Lautier, B.
- 1994, *L'Économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, coll. Repères.

- Le Feuvre, D.
1994 « vichy et la modernisation de l'Algérie. Intention ou réalité ? », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°42, avril juin 1994 :7-16, http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1994_num_42_1_3029
- Le Pape, M.
1983 « De l' « indigène » à l' « informel », 1955-1982 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 23, n°89-90, : 189-197, http://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1983_num_23_89_2265
- Madoui, M.
2008 «Les nouvelles figures de l'entrepreneuriat en Algérie ; un essai de typologie », *Les Cahiers du CREAD*, n°85-86, Algérie : 45-58.
- Mazzella, S.
2001 « Larrière- boutique du port de Marseille : commerçants établis et kamikazes d'origine maghrébine », in M. Piraldi (eds.), *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers* :133-164, <hal-01222108>
- Mebtoul, A.
2017 « La sphère informelle ou la problématique de la dérégulation de l'économie algérienne (analyse) », *intervention dans le Maghreb émergent*, 18 Juin 2017.
- Medard, J-F.
2000 « L'État et le politique en Afrique », *Revue française de science politique*, 50^e, année, n°4-5: 849-854, www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_2000_num_50_4_395512
- Ouchichi, M.
2010 *L'obstacle politique aux réformes économiques en Algérie*, thèse de doctorat en sciences politiques soutenue le 26 mai 2011, France, université lumière Lyon 2.
- Oufriha, F.
2000« Informel de survie et informel de compétition », Congrès international sur l'informel, Algérie, Université de Tlemcen.
- Prenant, A.
2002 « L'informel aujourd'hui en Algérie, forme de transition ou mode d'intégration spécifique à la hiérarchie imposé par la mondialisation », *Economie & Management*, n°1, Université de Tlemcen: 122-144.
- Semmoud, N.
2015 «clair-obscur » de l'informel. Contrôle des polarités urbaines informelles a Cherarba, périphérie sud-est d'Alger », *les cahiers d'EMAM*, 26 | 2015, <http://emam.revues.org/983>
- Talahite, F.
2000 «Economie administrée, corruption et engrenage de la violence en Algérie » tiers-monde, Corruption, libéralisation, démocratisation, tome 41, n°161: 49-74, http://www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2000_num_41_161_1050
- TARRIUS, A.
1999 « Les fluidités de l'ethnicité: réseau de l'économie souterraine transfrontalière de produits d'usages licites ou illicites », *Déviance et société*. Vol. 23 - N°3 : 259-274, www.persee.fr/doc/ds_0378-7931_1999_num_23_3_1696

- Tlmeçani, R.
2008 « Infitah, globalisation et corruption, Algérie face à la mondialisation », in T. Chentouf(eds.), L'Algerie face à la mondialisation, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique(CODERSIA) : 28-47.
- Tillion, G.
2004 *La traverse du mal*, France, édition Arléa.
- Raballand. G.
2015 «Le travail informel entre l'Algérie et le Mali », *conférence présentée au centre de recherche en économie appliquée pour le développement*, le 25 janvier 2015.
- Rapport de L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2016.
- VEGA,C-A.
2011 « La mondialisation par le bas et ses formes de régulation politique », *Tiers Monde* , 4 (n°208) :103-119, www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-4-page-103.htm
- Office national des statistiques(2016),
Enquête emploi auprès des ménages septembre 2016, N°763/2016, *série statistiques sociales*, Collections Statistiques.

قاسمي الحسني، محمد الرؤوف. وآخرون
2011 *الاقتصاد التضامني الاجتماعي، نماذج المؤسسات التقليدية*، مركز البحوث، الجزائر.